

Délibération n° 2009-73 du 16 février 2009

Le Collège :

Vu l'article 68 de la loi de finances rectificative pour 2002, n° 2002-1576 du 30 décembre 2002,

Vu la loi n° 2004-1486 du 30 décembre 2004 portant création de la haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité et notamment l'article 13,

Vu le décret n° 2005-215 du 4 mars 2005 relatif à la haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité,

Vu la circulaire n° 070080 du 28 mars 2007 du Conseil d'Etat relative aux rapports entre la haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité et la juridiction administrative,

Sur proposition du Président,

Décide :

Par courrier en date du 12 décembre 2008, la haute autorité a été saisie, en qualité d'observateur, par le tribunal administratif de Bordeaux du recours pour excès de pouvoir formulé par M. X, ancien ouvrier de l'Etat à l'établissement régional du matériel de Meknes, de nationalité marocaine, à l'encontre de la décision de refus de revalorisation de sa pension civile de retraite. Le requérant estime que cette décision constitue une discrimination fondée sur sa nationalité.

Il ressort des pièces adressées à la juridiction administrative par M. X et communiquées à la haute autorité par cette dernière que l'intéressé a été employé comme ouvrier de l'Etat de 1952 à 1960 et a, à ce titre, droit à une pension de retraite. Lorsque cette pension a été liquidée, le réclamant résidait au Maroc. Ayant perdu la nationalité française du fait de l'accession du Maroc à l'indépendance sa pension a été « cristallisée » et s'élève donc à 47,96 € mensuels.

En effet, le ministère a fait application de l'article 68 de la loi de finances rectificative pour 2002 qui dispose : *« lorsque, lors de la liquidation initiale des droits directs ou à réversion, le titulaire n'a pas sa résidence effective en France, la valeur du point de base de sa prestation, telle qu'elle serait servie en France, est affectée d'un coefficient proportionnel au rapport des parités de pouvoir d'achat du pays de résidence et des parités de pouvoir d'achat de la France. Les parités de pouvoir d'achat du pays de résidence sont réputées être au plus égales à celles de la France. »*.

Ainsi, bien que le réclamant réside aujourd'hui en France, il lui est versé, en raison de sa nationalité, une pension de retraite minorée par rapport à celle d'un ancien ouvrier de l'Etat français, l'application de ce coefficient de parité n'étant pas prévue pour les ressortissants français.

Or, par deux délibérations n° 2006-217 du 9 octobre 2006 et n° 2007-44 du 5 mars 2007, le Collège de la haute autorité a déjà eu l'occasion de se prononcer sur cette question de principe et a reconnu le caractère discriminatoire de cette différence de traitement résultant de l'article de l'article 68 de la loi de finances rectificative pour 2002.

La haute autorité s'est prononcée exclusivement sur le fondement de l'entier dossier communiqué par la juridiction administrative.

Au vu de ces éléments, le Collège de la haute autorité relève que Monsieur X fait l'objet d'une décision discriminatoire à raison de la nationalité selon le principe relevé par le Collège dans les délibérations précitées.

Les présentes observations seront communiquées au tribunal administratif saisi.

Le Président

Louis SCHWEITZER